SUPPLÉMENT

DÉCISIONS du TRIBUNAL des CONFLITS

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS.

QUESTIONS COMMUNES. Contentieux. Compétence. Association poursuivant une mission d'intérêt général.

COMPÉTENCE.

REPARTITION DES COMPÉTENCES ENTRE LES DEUX ORDRES DE JURIDICTION. Compétence déterminée par un critère jurisprudentiel. Responsabilité. Responsabilité extra-contractuelle. Action dirigée contre une personne privée poursuivant une mission d'intérêt général. Compétence judiciaire.

(25 janvier. - T.C. - 02.206. Mme Cailloux c/ Comité national pour la sécurité des usagers de l'électricité (CONSUEL). -MM. Berthiau, rapp.; Labetoulle, c. du g. (*); Me Coutard, av.).

Vu la loi des 16-24 août 1790 et le décret du 16 fructidor an III; le décret du 26 octobre 1849, modifié et complété par le décret du 26 juillet 1960 ; le décret nº 72-1120 du 14 décembre 1972, relatif au contrôle et à l'attestation de conformité des installations électriques intérieures aux reglements et normes de sécurité en vigueur; l'arrêté du 17 octobre 1973 du ministre du developpement industriel et scientifique, portant application des dispositions du décret ci-dessus; l'arrêté, en date du même jour, du minisre précité, prononçant l'agrément du Comité national pour la sécurité des usagers de l'électricité pour organiser et assurer le bon fonctionnement du contrôle dans le cadre du décret du 14 décembre 1972 ;

LE TRIBUNAL DES CONFLITS,

CONSIDERANT que le Comité national pour la sécurité des usagers de l'électricité CONSUEL), association sans but lucratif régie par la loi du 1er juillet 1901, a été agréé par arrêté ministériel en date du 17 octobre 1973, pris sur proposition d'une commission interministériel en date du 17 octobre 1973, pris sur proposition d'une commission électriinterministérielle, pour exercer le contrôle d'une conformité des installations électriques intérieure, que le décret ques intérieures aux règlements et normes de sécurité en vigueur; que le décret nº 72-1120 du 14 vi règlements et normes de sécurité en vigueur; que le décret normes de sécurité en vigueur normes de sécurité en vigue nº 72-1120 du 14 décembre 1972 ne lui confère, pour l'exécution de cette mission, aucune prérogation de lui confère, pour l'exécution de cette mission, aucune prérogative de puissance publique; que, dès lors, et même si cet organisme poursuit une mi poursuit une mission d'intérêt général, les litiges mettant en cause sa responsabilité ressortissent de la litige mettant en cause sa responsabilité

ressortissent de la compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire; Cons. que la responsabilité du Comité national pour la sécurité des usagers de l'ectricité (CONSTRUCTION DE L'ANDIE : CONTRA Sans contrôle préalable, délivré son visa à l'installateur du circuit électrique de son de la contrôle préalable, délivré son visa à l'installateur du circuit électrique de son de la contrôle préalable, délivré son visa à l'installateur du circuit électrique de son de la contrôle préalable, délivré son visa à l'installateur du circuit électrique de son de la contrôle préalable, délivré son visa à l'installateur du circuit électrique de son de la contrôle préalable, délivré son visa à l'installateur du circuit électrique de son de la contrôle préalable, délivré son visa à l'installateur du circuit électrique de son de la contrôle préalable, délivré son visa à l'installateur du circuit électrique de son de la contrôle préalable, délivré son visa à l'installateur du circuit électrique de son de la contrôle préalable, délivré son visa à l'installateur du circuit électrique de son de la contrôle préalable, délivré son visa à l'installateur du circuit électrique de son de la contrôle préalable, délivré son visa à l'installateur du circuit électrique de son de la contrôle préalable, delivré son visa à l'installateur du circuit de la contrôle préalable de la contrôle present de la contrôle present de la contrô habitation dont la construction venait d'être achevée, cette carence ayant été à l'origine d'une électronistic d'une électroni d'une électrocution dont elle a été la victime et dont elle conserve de graves séquelles; séquelles;

Cons. qu'en application des principes ci-dessus rappelés, ce litige Cons. qu'en application des principes ci dessats la proces, ce litige relève de la juridiction de l'ordre judiciaire; ... (compétence de la juridiction de l'ordre judiciaire à laquelle elle a donné lieu de compétence de la juridiction de la cause et des partiels de la cause et de la caus Cons. qu'en application de l'ordre judiciaire, in (competence de la juridiciaire) de la juridiction de la juridiction de la juridiction de la juridiction compétence de la juridiction de la procédure à laquelle elle a donné lieu de la compétence de la juridiction de la cause et des parties de la juridiction de la juridiction de la cause et de la juridiction de la cause et des parties de la juridiction de la cause et de la juridiction de la juridiction de la juridiction de la juridiction de la j compétence de la jurialitation Cailloux et la procedure d'inque elle a donné lieu de judiciaire ; la requête de Mme Cailloux et la procedure d'inque le jugement rendu par le tribunal d'instance judiciaire ; la requête de Mme Cailloux et la procedure d'inque elle a donné lieu de judiciaire ; la requête de Mme Cailloux et la procedure d'inque elle a donné lieu de judiciaire ; la requête de Mme Cailloux et la procedure d'inque elle a donné lieu de judiciaire ; la requête de Mme Cailloux et la procedure d'inque elle a donné lieu de judiciaire ; la requête de Mme Cailloux et la procedure d'inque elle a donné lieu de judiciaire ; la requête de Mme Cailloux et la procedure d'inque elle a donné lieu de judiciaire ; la requête de Mme Cailloux et la procedure d'inque elle a donné lieu de judiciaire ; la requête de Mme Cailloux et la procedure d'inque elle a donné lieu de judiciaire ; la requête de Mme Cailloux et la procedure d'inque elle a donné lieu de judiciaire ; la requête de Mme Cailloux et la procedure d'inque le judiciaire ; la requête de Mme Cailloux et la procedure d'inque elle a donné lieu de judiciaire ; la requête de Mme Cailloux et la procedure de la cause et des parties devant le tribunal administratif ainsi que le judiciaire ; la requête de me de la cause et des parties devant le tribunal administratif ainsi que le judiciaire ; la requête de me de la cause et des parties devant le tribunal administratif ainsi que le judiciaire ; la requête de la cause et des parties devant le tribunal administratif ainsi que le judiciaire ; la requête de la cause et des parties devant le tribunal devant le la cause et des parties devant le tribunal devant le la cause et des parties devant le la cause et de compétente de Ministratif ainsi que le jugement l'ordina d'instance de la cause et des parties devant la distribunal administratif ainsi renvoi de la cause et des parties devant la distribunal déclarés nuls et non avenus; juridiction).

(1) Cf. T.C., Bernardi, 6 nov. 1978, p. 652. (1) Dans cette affaire, (2) Dans cette affaire, (3) Dans cette affaire, (4) Dans cette affaire, (5) Dans suivantes:

anclusions suivantes:

al. — Selon le décret n° 72-1120 du 14 décembre 1972 « relatif au contrôle et à l'attestation de l'attes conclusions suivantes.

*I.—Selon le décret nº 72-1120 du 14 decembre 10 du 14 decem *I.— Selon le décret n° 12 électriques interieures du regenterts et normes de sécurité et normes de securité e * conformité des installation : conformité des installation électrique ne peut interieure d'une conformité de cette installation électrique vigueur », un distributeur d'energie électrique qu'au vu d'une attestation de conformité de cette installation electrique vigueur », un distributeur d'une construction nouvelle qu'au vu d'une attestation de conformité de cette installation intérieure d'une construction nouvelle qu'au vu d'une attestation de conformité de cette installation electrique ne vigueur », un distributeur d'energie électrique ne vigueur (art. 1). Cette attestation doit être rédipé. * vigueur *, un distribute de cette qu'au vu d'une construction nouvelle qu'au vu d'une construction doit être rédige en vigueur (art. 1). Cette attestation doit être rédige aux règlements et normes de sécurité en vigueur (art. 1). Cette attestation doit être rédige aux règlements et normes de sécurité en vigueur (art. 1). Cette attestation doit être rédige aux règlements et normes de sécurité en vigueur (art. 1). Cette attestation doit être rédige aux règlements et normes de sécurité en vigueur (art. 1). Cette attestation doit être rédige aux règlements et normes de sécurité en vigueur (art. 1). * intérieure d'une constitue de sécurité en vigueur (a.t. 1). Cette attestation doit être rédigée aux règlements et normes de sécurité en vigueur (a.t. 1). Cette attestation doit être rédigée aux règlements et normes de sécurité en vigueur (a.t. 1). Et de la troit d'une constitue doit être rédigée à cut règlements et normes de sécurité en vigueur (a.t. 2). Et se constituent librouse requirement procéder au contrôle des installations et doivent alors subordonner le la troit d'une constitue aux règlements et norm des organismes de d'objections et doivent alors subordonner leur visée par un des organismes de doivent alors subordonner leur visée. Pinstallateur et visée par un des organismes de l'installation (art. 2). Ils se constituent librement mais doivent organismes peuvent procèder au contrôle des installation (art. 2). Ils se constituent librement mais doivent des défauts de l'installation (art. 2) qui le cas échéant, peut mettre fin à constituent des défauts de l'installation (art. 2). * l'installateur et visée par l'installation (art. 2). Ils se constituent librement mais doivent être organismes peuvent procéder au controle des l'installation (art. 2). Ils se constituent librement mais doivent être organismes peuvent procéder au controle des l'installation (art. 2). Ils se constituent librement mais doivent être organismes peuvent procéder au controle des l'installation (art. 2). Ils se constituent librement mais doivent être organismes peuvent procéder au controle des l'installation (art. 2). Ils se constituent librement mais doivent être organismes peuvent procéder au controle des l'installation (art. 2). Ils se constituent librement mais doivent être organismes peuvent procéder au controle des l'installation (art. 2). Ils se constituent librement mais doivent être organismes peuvent procéder au controle des l'installation (art. 2). Ils se constituent librement mais doivent être organismes peuvent procéder au controle des l'installation (art. 2). Ils se constituent librement mais doivent être organismes peuvent procéder au controle des l'installation (art. 2). Ils se constituent librement mais doivent être organismes peuvent procéder au controle des l'électricités, qui le cas échéant, peut mettre fin à cet agrément et l'électricité, qui le cas échéant, peut mettre fin à cet agrément et l'électricité (art. 2). * organismes peuvent plus de l'installation (al t. 2). Le cas échéant, peut mettre fin à cet agrément être « l'élimination des défauts de l'électricité, qui le cas échéant, peut mettre fin à cet agrément être « agréés par le ministre chargé de l'électricité, qui le cas échéant, peut mettre fin à cet agrément être « agréés par le ministre chargé de l'électricité, qui le cas échéant, peut mettre fin à cet agrément être « agréés par le ministre chargé de l'électricité, qui le cas échéant, peut mettre fin à cet agrément être « agréés par le ministre chargé de l'électricité, qui le cas échéant, peut mettre fin à cet agrément être « agréés par le ministre chargé de l'électricité, qui le cas échéant, peut mettre fin à cet agrément être « agréés par le ministre chargé de l'électricité, qui le cas échéant, peut mettre fin à cet agrément être « agréés par le ministre chargé de l'électricité, qui le cas échéant, peut mettre fin à cet agrément etre « agrées par le ministre chargé de l'électricité, qui le cas échéant, peut mettre fin à cet agrément etre » (agrées par le ministre chargé de l'électricité, qui le cas échéant, peut mettre fin à cet agrément etre » (agrées par le ministre chargé de l'électricité, qui le cas échéant, peut mettre fin à cet agrément etre » (agrées par le ministre chargé de l'électricité, qui le cas échéant, peut mettre et donc, et de l'électricité, qui le cas échéant, peut mettre et donc, et de l'électricité, qui le cas échéant, peut mettre et donc, et de l'électricité, qui le cas échéant, peut mettre et donc, et de l'électricité, qui le cas échéant, peut mettre et donc, et de l'électricité, qui le cas échéant, peut mettre et donc, et de l'électricité, qui le cas échéant, peut mettre et donc, et de l'électricité, qui le cas échéant, et donc, et de l'électricité, et de l'électricité, et de l'électricité, et donc, et de l'électricité, et de l'électricit agréés par le limites d'un barême fixé par le ministre (art. 4 et 5). Un arrêté ministériel du 17 octobre 1973
 limites d'un barême fixé par le ministre (avec d'un sur l'attestation de conformité. Le même : 10 pour le cécurité d'un barême fixé par le même : 10 pour le cécurité d'un barême fixé par le même : 10 pour le cécurité d'un barême fixé par le même : 10 pour le cécurité d'un barême fixé par le même : 10 pour le cécurité d'un barême fixé par le même : 10 pour le cécurité d'un barême fixé par le ministre (art. 4 et 5). intervention est du 17 octobre 1973 les limites d'un barême fixé par le ministre (art. 4 ct d).
 limites d'un barême fixé par le ministre (art. 4 ct d).
 limites d'un barême fixé par le ministre (art. 4 ct d).
 l'attestation de conformité. Le même jour par précisé les délais et conditions d'apposition du visa sur l'attestation de conformité. Le même jour par précisé les délais et conditions d'apposition du visa sur l'attestation de conformité. Le même jour par précisé les délais et conditions d'apposition du visa sur l'attestation de conformité. Le même jour par précisé les délais et conditions d'apposition du visa sur l'attestation de conformité. Le même jour par précisé les délais et conditions d'apposition du Comité national pour la sécurité des usagers de l'électre. * Inmites d'un de la même de l'électricité des usagers de l'électricité « autre arrêté a prononcé l'agrément du Comité national pour la sécurité des usagers de l'électricité « autre arrêté a prononcé l'agrément aux dispositions du décret du 14 décembre 1972 le l'électricité de * autre arrêté a prononcé l'agrément aux dispositions du décret du 14 décembre 1972, le conseil dit CONSUEL. Conformément aux dispositions du nombre égal, des représentants des distributes de cet organisme comprend, en nombre égal, des représentants des distributes de cet organisme comprend, en nombre égal, des représentants des distributes de cet organisme comprend de cet organisme cet organisme comprend de cet organisme ce dit CONSUEL. Conformément aux dispositions de cet organisme comprend, en nombre égal, des représentants des distributeurs d'administration de cet organisme comprend, en nombre égal, des représentants des distributeurs d'administration de cet organisme comprend, en nombre égal, des représentants des distributeurs d'administration de cet organisme comprend, en nombre égal, des représentants des distributeurs d'administration de cet organisme comprend, en nombre égal, des représentants des distributeurs d'administration de cet organisme comprend, en nombre égal, des représentants des distributeurs d'administration de cet organisme comprend, en nombre égal, des représentants des distributeurs d'administration de cet organisme comprend, en nombre égal, des représentants des distributeurs d'administration de cet organisme comprend, en nombre égal, des représentants des distributeurs et des usagers. Bien que le décret aix des distributeurs et des usagers de la consequence de l d'administration de cet organisme comprend, chi de des usagers. Bien que le décret ait prénde (c'est-à-dire, essentiellement, d'E.D.F.), des installateurs et des usagers. Bien que le décret ait prénde (c'est-à-dire, essentiellement, d'E.D.F.) des installateurs et des usagers. Bien que le décret ait prénde (c'est-à-dire, essentiellement, d'E.D.F.) des installateurs et des usagers. Bien que le décret ait prénde (c'est-à-dire, essentiellement, d'E.D.F.) des installateurs et des usagers. Bien que le décret ait prénde (c'est-à-dire, essentiellement, d'E.D.F.) des installateurs et des usagers. Bien que le décret ait prénde (c'est-à-dire, essentiellement, d'E.D.F.) des installateurs et des usagers. Bien que le décret ait prénde (c'est-à-dire, essentiellement, d'E.D.F.) des installateurs et des usagers. Bien que le décret ait prénde (c'est-à-dire, essentiellement, d'E.D.F.) des installateurs et des usagers. Bien que le décret ait prénde (c'est-à-dire, essentiellement, d'E.D.F.) des installateurs et des usagers. Bien que le décret ait prénde (c'est-à-dire, essentiellement, d'E.D.F.) des installateurs et des usagers. « (c'est-à-dire, essentiellement, d'E.D.F.), des installades, jusqu'ici, demeuré seul de cette espèce, el la multiplicité des organismes agréés, CONSUEL est, jusqu'ici, demeuré seul de cette espèce, el la multiplicité des organismes le demeurera. Indépendamment d'un service central, qui accepte de la demeurera. « la multiplicité des organismes agrees, la multiplicité des organismes agrees agree « selon toute vraisemblance le dellieur du directions régionales, dont chacune compte une dizains « tâches de coordination, il comprend neuf directions régionales, dont chacune compte une dizains « tâches de coordination, il vise au total de 400 à 500 000 attestations par an « tâches de coordination, il completité au total de 400 à 500 000 attestations par an, en procédant « d'agents salariés à temps plein ; il vise au total de 400 à 500 000 attestations par an, en procédant « d'agents salariés à temps plein ; il vise au total de 400 à 500 000 attestations par an, en procédant » « d'agents salaries à temps pient, il de de la potentie de la potentie de l'installateur et en utilisant de surplus. « des controles sur place dans en le surplus, de la notoriété de l'installateur et en utilisant le procéde du en fonction de la nature de l'installation, de la notoriété de l'installateur et en utilisant le procéde du en fonction de la nature de l'installation, de la notoriété de l'installateur et en utilisant le procéde du en fonction de la nature de l'installation, de la notoriété de l'installateur et en utilisant le procéde du en fonction de la nature de l'installation et en utilisant le procéde du en fonction de la nature de l'installation et en utilisant le procéde du en fonction de la nature de l'installation et en utilisant le procéde du en fonction de la nature de l'installation et en utilisant le procéde du en fonction de la nature de l'installation et en utilisant le procéde du en fonction de la nature de l'installation et en utilisant le procéde du en fonction de la nature de l'installation et en utilisant le procéde du en fonction de la nature de l'installation et en utilisant le procéde du en fonction de la nature de l'installation et en utilisant le procéde du en le procéde du en fonction de la nature de l'installation et en l'insta « en fonction de la nature de l'instante de l'instante de procéde que contrôle par sondages : CONSUEL en effet n'a pas concrètement les moyens de procéder à des « controle par sondages. Controles a controles sur place systématiques, le montant des participations que CONSUEL est autorisé à « contrôles sur place systématiques, le montant des participations que CONSUEL est autorisé à * controles sur place systematique : il est d'ailleurs fixé d'une façon curieusement percevoir des installateurs est relativement modique ; il est d'ailleurs fixé d'une façon curieusement « percevoir des installateurs de sur les installateurs de formules d'attestation « qu'ils devront remplir, et plus le nombre de formules délivrées simultanément est élevé, plus le contra de la contra del la contra de la contra del la contra del la contra de la contra de la contra del la contra « unitaire s'abaisse. Cette façon de procéder, apparemment saugrenue, correspond sans doute à l'ide

lesdeu

par l'ar

respons

· privée

Souver

autant

. l'arrêt

ne pel

de son

quelq

. 1.

de me

Servi

Bern

en'est

une

« dive · l'arr qxs .

du l

(00n)

· pui

· rati

« que

· VT

· in

15e

176

'ex

'as

« que ce sont les installations mises en place par les « petits » installateurs qui appellent le plus de II. — C'est dans le cadre de cette activité que le 22 décembre 1977 le CONSUEL a apposé son visa, « sans contrôle sur place, sur l'attestation de conformité établie par un installateur, M. Peter, et « relative à l'installation-électrique intérieure que celui-ci avait mise en place dans la maison d'habitation que les époux Cailloux venaient de faire construire à Juvigny (Marne). La mise sous « tension de l'installation eut lieu le 25 février 1978, date à laquelle les époux Cailloux prirent * possession de leur maison. Quelques semaines plus tard, alors que des travaux de changement de « tension sur une partie du réseau étaient en cours, Mme Cailloux reçut, en touchant l'évier en acier « de la cuisine, une violente décharge électrique qui lui occasionna d'assez sérieux troubles * physiologiques. Par ailleurs l'installation fut partiellement détériorée. Les époux Cailloux saisirent « le tribunal d'instance de Châlons-sur-Marne d'une action en responsabilité dirigée tout à la fois * contre E.D.F., l'installateur, l'entreprise chargée des travaux de changement de tension et contre le CONSUEL en representation et contre le con « CONSUEL, en reprochant à ce dernier d'avoir délivré l'attestation sans avoir, au préalable, prisdes « précautions sufficantes L. CONSUEL, en reprochant à ce dernier d'avoir délivré l'attestation sans avoir, au préalable, prisdes « précautions sufficantes L. CONSUEL, en reprochant à ce dernier d'avoir délivré l'attestation sans avoir, au préalable, prisdes « précautions sufficantes L. CONSUEL, en reprochant à ce dernier d'avoir délivré l'attestation sans avoir, au préalable, prisdes « précautions sufficantes L. CONSUEL, en reprochant à ce dernier d'avoir délivré l'attestation sans avoir, au préalable, prisdes » précautions sufficantes » précautions » précaution « précautions suffisantes. Le CONSUEL souleva l'incompétence du juge judiciaire en faisant valoir que c'était dans le cadro de la la cadro de la cadro « que c'était dans le cadre de la mission d'intérêt général et dans l'exercice des prérogatives de « puissance publique à lui confirme de la mission d'intérêt général et dans l'exercice des prérogatives de la mission d'intérêt général et dans l'exercice des prérogatives de la mission d'intérêt général et dans l'exercice des prérogatives de la mission d'intérêt général et dans l'exercice des prérogatives de la mission d'intérêt général et dans l'exercice des prérogatives de la mission d'intérêt général et dans l'exercice des prérogatives de la mission d'intérêt général et dans l'exercice des prérogatives de la mission d'intérêt général et dans l'exercice des prérogatives de la mission d'intérêt général et dans l'exercice des prérogatives de la mission d'intérêt général et dans l'exercice des prérogatives de la mission d'intérêt général et dans l'exercice des prérogatives de la mission d'intérêt général et dans l'exercice des prérogatives de la mission d'intérêt général et dans l'exercice des prérogatives de la mission d'intérêt général et dans l'exercice des prérogatives de la mission d'intérêt général et dans l'exercice des prérogatives de la mission d'intérêt général et dans l'exercice des prérogatives de la mission d'intérêt général et dans l'exercice des prérogatives de la mission d'intérêt général et dans l'exercice de la mission d'intérêt de la mission d'intérêt de la mission d'intérêt de la mission d'inté « puissance publique à lui confiées par le décret du 14 décembre 1972 qu'il avait délivré son visa le tribunal retint cette thèse et la mission d'intérêt général et dans l'exercice des preiogaties et ribunal retint cette thèse et la mission d'intérêt général et dans l'exercice des preiogaties le visable de la mission d'intérêt général et dans l'exercice des preiogaties et ribunal retint cette thèse et la mission d'intérêt général et dans l'exercice des preiogaties et la mission d'intérêt général et dans l'exercice des preiogaties et la mission d'intérêt général et dans l'exercice des preiogaties et la mission d'intérêt général et dans l'exercice des preiogaties et la mission d'intérêt général et dans l'exercice des preiogaties et la mission d'intérêt général et dans l'exercice des preiogaties et la mission d'intérêt général et dans l'exercice des preiogaties et la mission d'intérêt général et dans l'exercice des preiogaties et la mission d'intérêt général et de la mission d'intérêt général et de la mission d'intérêt général et la mission « tribunal retint cette thèse, et après avoir posé dans une affirmation de principe sur laquelle nons à revenir : « Que si la contieux de la « aurons à revenir : « Que si la compétence judiciaire est de principe dans le contentieux de la compétence judiciaire est de principe dans le contentieux de la compétence judiciaire est de principe dans le contentieux de la con « responsabilité des organismes privés chargés d'une mission de service public, elle doit être écartée « lorsque leur responsabilité est roche » d'une mission de service public, elle doit être publique » qui le « lorsque leur responsabilité est roche » d'une mission de service public, elle doit être publique » qui le « le publique » qui le « le publique » qui le qu « lorsque leur responsabilité est recherchée dans l'exercice des prérogatives de puissance publique « qui leur sont accordées pour l'accordée dans l'exercice des prérogatives de puissance publique » (compétence pour l'accordée) « qui leur sont accordées pour l'accomplissement de cette mission », il déclina sa compétence pour l'accomplissement de cette mission », il déclina sa compétence pour l'accomplissement de cette mission », il déclina sa compétence vers le tribuse l'accomplissement de cette mission », il déclina sa compétence pour l'accomplissement de cette mission », il déclina sa compétence pour l'accomplissement de cette mission », il déclina sa compétence pour l'accomplissement de cette mission », il déclina sa compétence pour l'accomplissement de cette mission », il déclina sa compétence pour l'accomplissement de cette mission », il déclina sa compétence pour l'accomplissement de cette mission », il déclina sa compétence pour l'accomplissement de cette mission », il déclina sa compétence pour l'accomplissement de cette mission », il déclina sa compétence pour l'accomplissement de cette mission », il déclina sa compétence pour l'accomplissement de cette mission », il déclina sa compétence pour l'accomplissement de cette mission », il déclina sa compétence pour l'accomplissement de cette mission », il déclina sa compétence pour l'accomplissement de cette mission », il déclina sa compétence pour l'accomplissement de cette mission », il déclina sa compétence pour l'accomplissement de cette mission », il déclina sa compétence pour l'accomplissement de cette mission de l'accomplissement de cette mission de l'accomplissement de cette mission de cette mission de l'accomplissement de cette mission de « connaître des conclusions dirigées contre le CONSUEL. Mme Cailloux se tourna alors vers le « CONSUEL. « tribunal administratif de Châlons-sur-Marne. Mais celui-ci considéra : « Qu'en admettant que la général ». soit un organisme remail « CONSUEL ... soit un organisme remplissant, sous le contrôle de l'Etat ... une mission d'inférie des préroccións de loi ou de « général, aucune disposition de loi ou de règlement ou de stipulation de l'agrément ne lui a compétente. Il « des prérogatives de puissance publique », et en déduisit que la juridiction administrative n'étail par compétente. Il vous a donc saisis en extende de l'agrément ne lui a compétente de l'agrément ne lui a compétente. Il vous a donc saisis en extende de l'Etat ... une de lui a compétente de l'agrément ne lui a compétente de l'Etat ... une de l'agrément ne lui a compétente de l'agrément ne lui accompetente de l'agrément ne lui accompetent "compétente. Il vous a donc saisis en application de l'article 34 du décret du 26 octobre 1849.

A) S'ils sont parvenus à des solutions opposées, le tribunal d'instance et le tribunal d'instanc [I]. — A) S'ils sont parvenus a des solutions opposées, le tribunal d'instance et le tribunal d' administratif se sont l'un et l'autre l'élères implicitement à la jurisprudence et le tribunal administratif se sont l'un et l'autre l'élères implicitement à la jurisprudence et le tribunal sed par l'élères décision de la jurisprudence inaugurée par votre décision, vous avez rompu avec la nception, illustrée avec une particulière netteté par votre décision du 27 janvier 1964 conception, pagnie Air France, p. 789, et selon laquelle une particulaire de la conception de la pagnie Air France, p. 789, et selon laquelle une p. 789, et selon la administration de l'ordent l'éta, p. 652. A cette occasion, vous avez rompu avec la décision, illustrée avec une particulière netteté par votre décision du 27 janvier 1964, Société conception, illustrée avec une particulière netteté par votre décision du 27 janvier 1964, Société conception, corvice public ne pouvait normalement voir sa reconne privée, fût-elle chargé. décision, illustrée avec une particulière netteté par votre décision du 27 janvier 1964, Société conception, illustrée avec une particulière netteté par votre décision du 27 janvier 1964, Société conception d'un service public ne pouvait normalement voir sa responsabilité engagée que de la sion d'un signifies. Sans doute n'avez-vous pas, en l'espèce de la sion d'un service que de la sion d'un service public ne particulière par votre décision du 27 janvier 1964, Société de la sion d'un service public ne particulière par votre décision du 27 janvier 1964, Société de la sion d'un service public ne particulière par votre décision du 27 janvier 1964, Société de la sion d'un service public ne particulière par votre décision du 27 janvier 1964, Société de la sion d'un service public ne particulière par votre décision du 27 janvier 1964, Société de la sion d'un service public ne particulière par votre décision du 27 janvier 1964, Société de la sion d'un service public ne pouvait normalement voir sa responsabilité engagée que de la sion d'un service public ne particulier par votre décision du 27 janvier 1964, Société de la sion d'un service public ne particulier par votre décision du 27 janvier 1964, Société de la sion d'un service public ne particulier par votre décision du 27 janvier 1964, Société de la sion d'un service public ne particulier par votre décision de la sion de la sio concept Compagnie All France, p. 166, et seion laquelle une personne privée, fût-elle chargée de la sestion d'un service public ne pouvait normalement voir sa responsabilité engagée que devant les ibunaux judiciaires. Sans doute n'avez-vous pas, en l'espèce admis la compétence admis la gestion d'un service public le pouvait not maiement voir sa responsabilité engagée de la gestion d'un service public le pouvait not maiement voir sa responsabilité engagée de la gestion d'un service public le pouvait les fribunaux judiciaires. Sans doute n'avez-vous pas, en l'espèce admis la compétence que devant les tribunaux judiciaires. La un motif déterminant de la solution, que la personne privée des tribunaux judiciaires de la compétence administrative. ribunaux judiciaires. June motif déterminant de la solution, que la personne privée dont la mais, en relevant, en un motif déterminant de la solution, que la personne privée dont la monsabilité était recherchée, ne disposait d'aucune prérogative de puissance publice. Mais, en relevant, en disposait d'aucune prérogative de puissance publique, vous avez responsabilité était recherchée, ne disposait d'aucune prérogative de puissance publique, vous avez responsabilité etait recherchée, ne disposait d'aucune prérogative de puissance publique devait voir se responsabilité etait recherchée, ne disposait d'aucune prérogative de puissance publique, vous avez responsabilité etait recherchée, ne disposait d'aucune prérogative de puissance publique, vous avez responsabilité etait recherchée, ne disposait d'aucune prérogative de puissance publique, vous avez responsabilité etait recherchée, ne disposait d'aucune prérogative de puissance publique, vous avez responsabilité etait recherchée, ne disposait d'aucune prérogative de puissance publique, vous avez responsabilité etait recherchée, ne disposait d'aucune prérogative de puissance publique, vous avez responsabilité etait recherchée, ne disposait d'aucune prérogative de puissance publique, vous avez responsabilité etait recherchée, ne disposait d'aucune prérogative de puissance publique, vous avez responsabilité etait recherchée, ne disposait d'aucune prérogative de puissance publique, vous avez responsabilité etait recherchée, ne disposait d'aucune prérogative de puissance publique, vous avez responsabilité etait recherchée, ne disposait d'aucune prérogative de publique devait voir se recherchée. Maisonsabilité était reche personne de droit privé, gérant un service publique, vous avez responsabilité engagée devant le responsabilité engagée devant le regatives de puissance publique devait voir sa responsabilité engagée devant le regatives de puissant, vous avez sous résonne privée dont la responsabilité engagée devant le regatives de puissant, vous avez sous résonne privée dont la responsabilité engagée devant le regatives de puissant de la responsabilité engagée devant le regatives de puissant de responsabilité engagée devant le responsabilité en responsabilité en respon administratives. Ce de quelques nuances sur les juridictions administratives. Ce de quelques nuances sur les juridictions administratives. Ce de quelques nuances sur les juridictions reviendrons tout à l'heure, confirmé une décision rendue quelques nuances sur les juridictions reviendrons tout à l'heure, confirmé une décision rendue quelques nuances sur les juridictions reviendrons tout à l'heure, confirmé une décision rendue quelques nuances sur les juridictions reviendrons tout à l'heure, confirmé une décision rendue quelques nuances sur les juridictions reviendrons tout à l'heure, confirmé une décision rendue quelques nuances sur les juridictions reviendrons tout à l'heure, confirmé une décision rendue quelques nuances sur les quelles nous reviendrons tout à l'heure, confirmé une décision rendue quelques semaines plus tôt par le Conseil (13 oct. 1978, Association départementale pour l'aménagement des structures de la conseil (13 oct. 1978, Association departementale pour l'aménagement des structures de la conseil (13 oct. 1978, Association de partementale pour l'aménagement des structures de la conseil (13 oct. 1978, Association de partementale pour l'aménagement des structures de la conseil (13 oct. 1978). reviendrons tout à l'heure, reviendrons tout à l'heure, acceptance de la loi de 1901 d d'Etat (13 oct. 1976, 75, 268), et qui avait jugé qu'une association de la loi de 1901, chargée de agricoles d'intérêt général » ne pouvait voir sa responsabilité mise en jeu que devent agricoles du Rhohe, pouvait voir sa responsabilité mise en jeu que devant les tribunaux missions d'intérêt général » ne pouvait voir sa responsabilité mise en jeu que devant les tribunaux pas de prérogatives de puissance de la loi de 1901, chargée de prissance de la loi de 1901, chargée de prissance de puissance de prissance de la loi de 1901, chargée de prissance de la loi de 1901, chargée de prissance de prissance de la loi de 1901, chargée de prissance de la loi de 1901, chargée de prissance de la loi de 1901, chargée de la l * missions d'interet gent de la disposait pas de prérogatives de puissance publique. Nous judiciaires tout à l'heure le tribunal d'instance et le tribunal administratif sur le la constant de la constant de l'heure le tribunal d'instance et le tribunal administratif sur le constant de l'heure le tribunal d'instance et le tribunal administratif sur le constant de l'heure le tribunal d'instance et le tribunal administratif sur le constant de l'heure le tribunal d'instance et le tribunal administratif sur le constant de l'heure le tribunal d'instance et le tribunal administratif sur le constant de l'heure le tribunal d'instance et le tribunal administratif sur le constant de l'heure le tribunal d'instance et le tribunal administratif sur le constant de l'heure le tribunal d'instance et le tribunal administratif sur le constant de l'heure le tribunal d'instance et le tribunal administratif sur le constant de l'heure le tribunal d'instance et le judiciaires des lors que le tribunal d'instance et le tribunal administratif sur le terrain de leur rejoindrons tout à l'heure le tribunal d'instance et le tribunal administratif sur le terrain de leur rejoindre celui de la présence ou de l'absence de prérogatives de puissance publique. rejoindrons tout à l'étable : rejoin divergence : celui de la préférence dans une autre direction que la solution de l'affaire doive être pensons-nous que c'est de préférence dans une autre direction que la solution de l'affaire doive être pensons-nous que c'est de préférence dans une autre direction que la solution de l'affaire doive être pensons-nous que c'est de préférence dans une autre direction que la solution de l'affaire doive être pensons-nous que c'est de préférence dans une autre direction que la solution de l'affaire doive être pensons-nous que c'est de préférence dans une autre direction que la solution de l'affaire doive être pensons-nous que c'est de préférence dans une autre direction que la solution de l'affaire doive être pensons-nous que c'est de préférence dans une autre direction que la solution de l'affaire doive être pensons-nous que c'est de préférence dans une autre direction que la solution de l'affaire doive être pensons-nous que c'est de préférence dans une autre direction que la solution de l'affaire doive être pensons-nous que la solution de l'affaire doive etre de la solution de l'aff pensons-nous que control de l'affaire doive être pensons-nous que la solution de l'affaire doive être recherchée. B) Mais, auparavant, et pour le cas où vous-mêmes souhaiteriez vous placer sur ce il nous paraît nécessaire de marquer que, si l'on se penche sur les détails de l'affaire doive être recherchee. De la recherchee. les deux jugements sont révélateurs de l'ambiguïté et des incertitudes de la jurisprudence inaugurée les deux jugement. Au plan des principes, il n'y a assurément rien que de très normal à ce que le par l'arret de l'activité des services publics, puisse connaître d'actions en puge administratives à de tels services, alors même que ceux-ci seraient gérés par des personnes responsabilité relatives à de tels services, alors même que ceux-ci seraient gérés par des personnes responsabilité responsabilité responsabilité responsabilité que ceux-ci seraient geres par des personnes privées. Tout au plus pensons-nous que si c'est très normalement en excès de pouvoir qu'été d'abord dégagé le raisonnement consistant à courber le critère organique, simple mais un peu sommaire et dégage le l'aisonne de la responsabilité que i délice de la contractuel aurait eu au moins * sollvent de titres que celui de la responsabilité quasi délictuelle à se le voir appliquer ensuite. Et après antant de la se le voir appiiquer ensuite. Et après ne peut être réputé administratif que si une personne de droit public y est partie. Mais c'est, au-delà de son principe, dans son champ d'application et ses modalités que la jurisprudence Bernardi fait « quelque peut difficulté.

à l'au

de i

Sko

福

1. — Il y a d'abord une question qui, au départ, est de pure terminologie mais dont la portée va tout de même un peu plus loin. En se référant au cas d'une personne privée chargée d'une mission de service public mais ne disposant pas de prérogatives de puissance publique, la rédaction de l'arrêt Bernardi paraît admettre de façon générale que l'existence de prérogatives de puissance publique n'est pas une condition de la reconnaissance du caractère de service public de l'activité gérée par «une personne privée. Plusieurs commentateurs se sont d'ailleurs demandé s'il n'y avait pas là une « divergence entre votre jurisprudence et celle du Conseil d'Etat : celui-ci en effet, aussi bien avant «l'arrêt Bernardi (13 oct. 1978, Association départementale pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles du Rhône, préc.), qu'après (3 juill. 1981, Syndicat F.O. des ouvriers coiffeurs «du Puy de Dôme), lorsqu'il s'interroge sur la compétence de la juridiction administrative pour connaître de la responsabilité de personnes privées rapproche de la notion de prérogatives de « puissance publique celle de mission d'intérêt général (et non de celle de service public), en se « rattachant ainsi à la conception traditionnelle selon laquelle « on ne peut parler de service public que si certaines prérogatives de puissance publique appartiennent ou ont été accordées aux organes « qui gèrent ou exécutent le service d'intérêt général » (R. Odent, Contentieux administratif, p. 488). A « vrai dire, nous ne pensons pas qu'il y ait une réelle divergence. D'abord parce que, au moins lorsqu'il s'agit seulement de caractériser une mission, il arrive parfois aux meilleurs esprits de parler *indifféremment de service public ou d'intérêt général. Ensuite parce que lorsque le caractère de « service public d'une activité est évident, ou lorsque la personne privée intervient seulement en relais d'une activité gérée à titre principal par une personne publique et dont il est clair qu'elle revêt «le caractère d'une activité de service public, il peut paraître superflu de s'attacher à relever expressément l'existence de prérogatives de puissance publique. Ainsi procède le célèbre arrêt *Caisse primaire aide et protection du 13 mai 1938, p. 417, en énonçant seulement : « le service des *assurances sociales est un service public ». Ainsi peut s'expliquer l'arrêt Bernardi où le traitement *des malades mentaux par l'établissement de soins privé se rattachait, à l'évidence, à un service *Public, organisé comme tel par la loi de 1838, et auquel d'ailleurs l'établissement privé, lié par *convention avec le département, se bornait à participer sans assumer l'entière responsabilité de la gestion F. L. Mme Girinon (A.J.D.A., *gestion. Et la même explication vaut pour votre décision du 28 avril 1980, Mme Girinon (A.J.D.A., *mars 1981 - 1500 * mars 1981, p. 150) rendue dans la même hypothèse. Pas de divergence donc, croyons-nous, mais *tout de même un risque de « glissement » qui apparaît bien dans la rédaction du tribunal d'instance *(« si la compétence judiciaire est de principe dans le contentieux de la responsabilité des organismes privés chargée.) * privés chargés d'une mission de service public, elle doit être écartée lorsque leur responsabilité est * recherchée de la responsabilité est *recherchée dans l'exercice des prérogatives de puissance publique qui leur sont accordées ... ») qui *paraît érigen au l'exercice des prérogatives de puissance public géré sans prérogatives de *paraît ériger en hypothèse de droit commun celle d'un service public géré sans prérogatives de

« puissance publique par une personne privée alors que cette hypothèse doit, à nos yeux, denne l'autre liées aux précédentes . ance publique par une per de per de per de per de per de per de publicationnelle.

— Autre difficulté, autre réticence, l'une comme l'autre liées aux précédentes : celles relation de la compétence du juge administratif pour connaître d'autre liées aux précédentes : celles relations de la compétence du juge administratif pour connaître d'autre liées aux précédentes : celles relations de la compétence du juge administratif pour connaître d'autre liées aux précédentes : celles relations de la compétence du juge administratif pour connaître d'autre liées aux précédentes : celles relations de la compétence du juge administratif pour connaître d'autre liées aux précédentes : celles relations de la compétence du juge administratif pour connaître d'autre d « exceptionnelle.

« 2. — Autre difficulté, autre réticence, l'une comme l'active les aux precedentes : celles rela l'exact champ d'application de la compétence du juge administratif pour connaître d'active contre des organismes privés gérant un service public, c'est-à-dire, en principe d'active contre des organismes privés gérant de prérogatives de puissance publication de la disposant de prérogatives de puissance publication de la compétence du juge administratif pour connaître d'active de la compétence du juge administratif pour connaître d'active de la compétence du juge administratif pour connaître d'active de la compétence du juge administratif pour connaître d'active de la compétence du juge administratif pour connaître d'active de la compétence du juge administratif pour connaître d'active de la compétence du juge administratif pour connaître d'active de la compétence du juge administratif pour connaître d'active de la compétence du juge administratif pour connaître d'active de la compétence du juge administratif pour connaître d'active de la compétence du juge administratif pour connaître d'active de la compétence du juge administratif pour connaître d'active de la compétence de la compétence de la compétence de la connaître d'active de la connaître de la connaître d'active d'active de la connaître d'active de la connaître d'active de la co « 2.—Autre difficulté, de la competence du juge de la pour connaître de la l'exact champ d'application de la competence du juge de la l'exact champ d'application de la competence du juge d'act champ d'application de la competence du juge connaître d'act dirigées contre des organismes privés gérant un service public, c'est-à-dire, en principe d'act dirigées contre des organismes privés gérant un service public, c'est-à-dire, en principe d'act dirigées contre des organismes privés gérant un service public, c'est-à-dire, en principe d'act d'ac « à l'exact champ d'application privés gérant un service public, c'est-a-dire, en principe d'act dirigées contre des organismes privés gérant de prérogatives de puissance publique d'act d'une mission d'intérêt général et disposant de prérogatives de puissance publique, cha d'une mission d'intérêt général et disposant que sa l'absolue conviction, mais du moins le sa d'une mission d'une de les du Conseil d'Etat on a, non pas l'absolue conviction, mais du moins le sa d'une mission d'une de l'est d'une mission d'une de l'est d'une mission d'une de l'est d'une mission d'une « dirigées contre des o.g. disposant de programa de publique, cha « d'une mission d'intérêt général et disposant de programa de publique, cha « d'une mission d'intérêt général et disposant de programa d'une publique, cha « d'une mission de l'emploi de moins le senti « décisions, ou celles du Conseil d'Etat on a, non pas l'absolue conviction, mais du moins le lieu à l'emploi de présent de l'emploi de l' « d'une mission d'intervenu, mais du moins le sentin décisions, ou celles du Conseil d'Etat on a, non pas l'acte ou l'agissement qui donne lieu à l're décisions, ou celles du Conseil d'Etat on a, non pas l'acte ou l'agissement qui donne lieu à l'acte que le juge administratif n'est pas compétent que si l'acte ou l'agissement qui donne lieu à l'acte que le juge administratif n'est précisément, à l'occasion de l'emploi de prérogatives de l'entre des que cet acte que le juge acte que acte que le juge acte que le juge acte que le juge acte que le j « décisions, ou cente qui donne lieu à l'emploi de prérogatives de puis « que le juge administratif n'est pas competent, à l'occasion de l'emploi de prérogatives de puis « responsabilité est intervenu, très précisément, à l'occasion de l'emploi de prérogatives de puis « responsabilité est intervenu, très précisément, à l'occasion de l'emploi de prérogatives de puis « responsabilité est intervenu, très précisément, à l'occasion de l'emploi de prérogatives de puis « responsabilité est intervenu, très précisément, à l'occasion de l'emploi de prérogatives de puis « responsabilité est intervenu, très précisément, à l'occasion de l'emploi de prérogatives de puis « responsabilité est intervenu, très précisément, à l'occasion de l'emploi de prérogatives de puis » responsabilité est intervenu, très précisément, à l'occasion de l'emploi de prérogatives de puis » responsabilité est intervenu, très précisément, à l'occasion de l'emploi de prérogatives de puis » responsabilité est intervenu, très précisément, à l'occasion de l'emploi de prérogatives de puis » responsabilité est intervenu, très précisément public pre correspondait pre l'emploi de prérogatives de puis » responsabilité est intervenu et l'emploi de prérogatives de puis » responsabilité est intervenu et l'emploi de prérogatives de puis » responsabilité est intervenu et l'emploi de prérogatives de puis » responsabilité est intervenu et l'emploi de prérogatives de principal de l'emploi de prérogatives de l'emploi de l' « que le juge administration de précisement, à l'occasion de prerogatives de l'action e responsabilité est intervenu, très précisement, a l'occasion de cet acte ou cet agissement de publique, et que la compétence redevient judiciaire dès que cet acte ou cet agissement publique, et que la compétence redevient judiciaire dès que cet acte ou cet agissement publique, et que la compétence redevient judiciaire dès que cet acte ou cet agissement publique, et que la compétence redevient judiciaire dès que cet acte ou cet agissement publique, et que la compétence redevient judiciaire dès que cet acte ou cet agissement publique, et que la compétence redevient judiciaire dès que cet acte ou cet agissement publique, et que la compétence redevient judiciaire dès que cet acte ou cet agissement publique, et que la compétence redevient judiciaire dès que cet acte ou cet agissement publique, et que la compétence redevient judiciaire dès que cet acte ou cet agissement publique, et que la compétence redevient de notre collègue M. Calci-« responsabilité est la compétence redevient judicimité de de du cet agissement, « publique, et que la compétence public, ne correspondait pas à l'exercice « intervenu pour l'exécution du service public, ne correspondait pas à l'exercice de intervenu pour l'exécution du cas le sentiment de notre collègue M. Galabert de de la consistion département de la compétence redevient public public de la compétence redevient judicient de la compétence redevient de la compétence redevient judicient de la compétence redevient d « intervenu pour l'etait en tout cas le sentiment de l'affaire Association départementale pour l'aménagement en intéressantes conclusions relatives à l'affaire Association départementale pour l'aménagement en intéressantes conclusions agricoles du Rhône et publiées à la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'estance en parlant de « route de l'estance en parlant de l'estance en l'estance en parlant de l'estance en l'estance en l'estance en l'estance en l'est « prérogatives. « prérogatives à l'allance de publiées à la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structures des exploitations agricoles du Rhône et publiées à la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structures des exploitations agricoles du Rhône et publières à la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structures des exploitations agricoles du Rhône et publières à la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structures des exploitations agricoles du Rhône et publières à la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structures des exploitations agricoles du Rhône et publières à la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structures des exploitations agricoles du Rhône et publières à la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structures des exploitations agricoles du Rhône et publières à la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structures des exploitations agricoles du Rhône et publières à la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structures des exploitations agricoles du Rhône et publières à la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structures des exploitations agricoles du Rhône et publières de la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structures des exploitations du Rhône et publières de la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structures de la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structures de la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structures de la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structures de la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structure de la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structure de la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structure de la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structure de la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structure de la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structure de la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structure de la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structure de la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structure de la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structure de la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou structure de la R.D.P. de 1979, p. 906. Et c'est à ou « interessantes exploitations agricoles au Mione et parlant de « responsabilité resta de « structures des exploitations agricoles au Mione et parlant de « responsabilité resta de « conception qu'a entendu se référer le tribunal d'instance en parlant de « responsabilité rechercher de l'instance en parlant de l'instance en parlant de l'instance en parlant de l'instance en parlant de « responsabilité rechercher de l'instance en parlant de l'instance e « conception qu'a entendu se référer le tribuliat d'unique ... ». S'il en est ainsi, la compétence de dans l'exercice de prérogatives de puissance publique ... ». S'il en est ainsi, la compétence de dans l'exercice de prérogative sera, à peu de choses près, limitée aux actions en responsabilité de dans l'exercice de prérogative sera, à peu de choses près, limitée aux actions en responsabilité de la compétence d « dans l'exercice de prérogatives de puissante près, limitée aux actions en responsabilité relative de puridiction administrative sera, à peu de choses près, limitée aux actions en responsabilité relative pour excès de pouvoir : la coıncidence per la conscience peut de présente de « dans l'exercice de la constant de « à des décisions pouvant donner neut se la des agissements liés moins à une décision prise « absolue, il pourra y avoir des actions relatives à des agissements liés moins à une décision prise « absolue, il pourra y avoir qu'à l'exercice même de ce pouvoir (cf. par ex. C.E., 23 déc. 100 prise * absolue, il pourra y avoir des actions relatives de ce pouvoir (cf. par ex. C.E., 23 déc. 1970, E.D.F. et al. l'exercice d'un pouvoir qu'à l'exercice même de ce pouvoir (cf. par ex. C.E., 23 déc. 1970, E.D.F. et al. l'exercice d'un pouvoir qu'à l'exercice même de ce pouvoir (cf. par ex. C.E., 23 déc. 1970, E.D.F. et al. l'exercice d'un pouvoir qu'à l'exercice même de ce pouvoir (cf. par ex. C.E., 23 déc. 1970, E.D.F. et al. l'exercice d'un pouvoir qu'à l'exercice même de ce pouvoir (cf. par ex. C.E., 23 déc. 1970, E.D.F. et al. l'exercice d'un pouvoir qu'à l'exercice même de ce pouvoir (cf. par ex. C.E., 23 déc. 1970, E.D.F. et al. l'exercice d'un pouvoir qu'à l'exercice même de ce pouvoir (cf. par ex. C.E., 23 déc. 1970, E.D.F. et al. l'exercice d'un pouvoir qu'à l'exercice même de ce pouvoir (cf. par ex. C.E., 23 déc. 1970, E.D.F. et al. l'exercice d'un pouvoir qu'à l'exercice même de ce pouvoir (cf. par ex. C.E., 23 déc. 1970, E.D.F. et al. l'exercice d'un pouvoir qu'à l'exercice même de ce pouvoir (cf. par ex. C.E., 23 déc. 1970, E.D.F. et al. l'exercice d'un pouvoir qu'à l'exercice même de ce pouvoir (cf. par ex. C.E., 23 déc. 1970, E.D.F. et al. l'exercice d'un pouvoir qu'à l'exercice même de ce pouvoir (cf. par ex. C.E., 23 déc. 1970, E.D.F. et al. l'exercice d'un pouvoir qu'à l'exercice me ex exercice d'un pouvoir qu'à l'exercice me ex exercice d'un pouvoir qu'à l'exercice me exercice d'un pouvoir qu'à l'exercice d'un pouvoir qu'à l'exercice me exercice d'un pouvoir qu'à l'exercice d'un pouvoir q'un pouvoir q'u « l'exercice d'un pouvoir qu'a l'exercice ment du Président Kahn), mais l'on n'ira guen « Farsat, p. 790; Act. jur. 1971, p. 96 avec conclusions du Président Kahn), mais l'on n'ira guen « Farsat, p. 790; Act. jur. 1971, p. 96 avec conclusions du Président Kahn), mais l'on n'ira guen « Farsat, p. 790; Act. jur. 1971, p. 96 avec conclusions du Président Kahn), mais l'on n'ira guen « Farsat, p. 790; Act. jur. 1971, p. 96 avec conclusions du Président Kahn), mais l'on n'ira guen pouvoir qu'a l'exercice ment de l'exercice men « Farsat, p. 790; Act. jur. 1971, p. 30 arcs commode en pratique, en raison des distinction au-delà. Pareille solution ne nous paraît ni très commode en pratique, en raison des distinction au-delà. Pareille solution ne nous paraît ni très convaincante dans son principe qui correspond à re-« au-delà. Pareille solution ne nous parati in au-delà. Pareille s « auxquelles elle donnerait fieu, in tre vout un excès de pouvoir. Parce qu'un recours pour excès de une fausse assimilation avec ce qui vaut un excès de pouvoir. Parce qu'un recours pour excès de une fausse assimilation avec ce qui vaut un excès de pouvoir. Parce qu'un recours pour excès de pouvoir. « pouvoir ne peut etre dirige que conne privée que dans l'usage d'une prérogative de peut, par nature, être édicté par une personne privée que dans l'usage d'une prérogative de puissano « nature, être edicie par une per pléonastique de l'affirmer (ce que ne fait d'ailleurs publique, il est évident, et même un peu pléonastique de l'affirmer (ce que ne fait d'ailleurs par publique, il est évident, et même un peu pléonastique de l'affirmer (ce que ne fait d'ailleurs par publique, il est évident, et même un peu pléonastique de l'affirmer (ce que ne fait d'ailleurs par l'arrêt Magnier du 13 jany, 1961, p. 33), que ce n'est qu'en le l'arrêt de l'arrêt de l'affirmer (ce que ne fait d'ailleurs par l'arrêt de l'ar « publique, il est evident, et inche Magnier du 13 janv. 1961, p. 33), que ce n'est qu'au travers de l'exemplaire rédaction de l'arrêt Magnier du 13 janv. 1961, p. 33), que ce n'est qu'au travers de l'exemplaire rédaction de l'arrêt Magnier du 13 janv. 1961, p. 33), que ce n'est qu'au travers de l'exemplaire rédaction de l'arrêt Magnier du 13 janv. 1961, p. 33), que ce n'est qu'au travers de l'exemplaire rédaction de l'arrêt Magnier du 13 janv. 1961, p. 33), que ce n'est qu'au travers de l'exemplaire rédaction de l'arrêt Magnier du 13 janv. 1961, p. 33), que ce n'est qu'au travers de l'exemplaire rédaction de l'arrêt Magnier du 13 janv. 1961, p. 33), que ce n'est qu'au travers de l'exemplaire rédaction de l'arrêt Magnier du 13 janv. 1961, p. 33), que ce n'est qu'au travers de l'exemplaire rédaction de l'arrêt Magnier du 13 janv. 1961, p. 33), que ce n'est qu'au travers de l'exemplaire rédaction de l'arrêt Magnier du 13 janv. 1961, p. 33), que ce n'est qu'au travers de l'exemplaire rédaction de l'arrêt met l'exemplaire rédaction de l'arrêt met l'exemplaire redaction de l'arrêt met l'exemplaire rédaction de l'arrêt met l'exemplaire rédaction de l'arrêt met l'exemplaire redaction de l'exemplaire redaction de l'exemplaire redaction de l'exemplaire redaction de l'exempla « l'exercice d'une prérogative de puissance publique qu'un service public géré par une personne « Privée peut paraître devant le juge de l'excès de pouvoir. Mais ce raisonnement ne nous paraîtavoir « aucun titre à être transposé dans le contentieux de la responsabilité, et nous percevons mal « justification d'une distinction entre les diverses actions en responsabilité relatives à la gestion et al « fonctionnement d'un service public ; plus exactement il nous semble que la seule distinction logique « serait celle excluant de la compétence du juge administratif les actions relatives à la vie interne de la « personne privée, mais que toute autre action relative à la partie de l'activité d'une personne privée « concernant la gestion d'un service public devrait relever de la compétence du juge administratif « alors même qu'elle ne mettrait pas directement en cause l'exercice de prérogatives de puissance « publique. Il n'y a là rien qui soit directement contraire à la lettre de votre décision Bernardi. Auss « pourriez-vous songer à mettre à profit cette affaire pour préciser en ce sens la portée de la « jurisprudence. Encore faudrait-il cependant que les conditions de son application fussent remplies « Or, nous en doutons.

IV. — Une première raison d'en douter est celle qu'a retenue le tribunal administratif en estimant « que le CONSUEL n'exerçait pas de prérogatives de puissance publique. Cette affirmation prend le « contrepied de celle du tribunal d'instance ainsi que de la position du CONSUEL lui-même qui « notamment dans les observations très complètes et argumentées qu'il a présentées devant vous « souligne qu'en vertu du décret du 19 décembre 1972, il détient un véritable pouvoir de décision « unilatérale qui peut faire obstacle à la mise sous tension de l'installation et donc à la distribution du « contrat, et ajoute que ces prérogatives trouvent leur contrepartie dans les sujétions, prenant « notamment la forme d'un contrôle et d'une possibilité de retrait d'agrément, que l'administration « exerce sur lui. Pour notre part, après avoir éprouvé beaucoup de doutes, nous parvenons à la « conclusion que le CONSUEL n'exerce pas de prérogatives de puissance publique. Tout d'abord, i « nous semble que cette notion doit s'entendre de façon relativement restrictive. Dans son cours « p. 489, le président Odent assimile la prérogative de puissance publique à une « prérogative « régalienne » De constitution de la prérogative de puissance publique à une « prérogative dans « régalienne ». De son côté, M. le premier président Schmelck, concluant à ce même pupitre dans « l'affaire Safer de Bourgogne c/époux Soyer et Valla, jugée le 8 décembre 1969 (p. 685), la définissai « comme « un pouvoir d'autre : « général ». Dans cet esprit, le caractère de prérogative a été reconnu — à la détention, en droit, d'ul « monopole territorial d'activité (C. l'en de la détention) prendre de « monopole territorial d'activité (C.E., 13 janv. 1966, Magnier, p. 32), — au pouvoir de prendre de « décisions unilatérales de la company de « décisions unilatérales de caractère réglementaire (C.E., 31 juill. 1942, Monpeurt, p. 239) of individuel (C.E., 20 mars 1959, Spainte de C.E., 31 juill. 1942, Monpeurt, p. 239) of Fédération « individuel (C.E., 20 mars 1959, Société auxiliaire de Meunerie, p. 194; 6 oct. 1961, Fédération et nationale des huileries métropoliteire « nationale des huileries métropolitaines, p. 544), — à la détention d'un pouvoir disciplinaire (CE « 26 nov. 1976, Fédération française de ...) « 26 nov. 1976, Fédération française de cyclisme, p. 544), — à la détention d'un pouvoir disciplination de cyclisme, p. 513), — au pouvoir de percevoir des cotisations (C.E., 28 juin 1963, Novembre 1964, Novembre 196 « obligatoires (C.E., 28 juin 1963, Narcy, p. 401) — à la possibilité d'exécuter d'office des travalles (C.E., 13 jany, 1961, Magnier p. 22) « (C.E., 13 janv. 1961, Magnier, p. 33), or notre sentiment est que dans le cas de CONSUEL, il n'y aposer sol « de pouvoir vraiment comparable. La thèse inverse insiste sur le fait qu'en refusant d'apposer soi « visa, le CONSUEL fait obstacle à le l'inverse insiste sur le fait qu'en refusant d'apposer soi ». « visa, le CONSUEL fait obstacle à la distribution du courant. D'une certaine façon. Mais ce qui, plus « profondément, à cet effet, c'est d'une « profondément, à cet effet, c'est d'une part l'existence de ces normes, au respect desquelles es subordonnée la délivrance du courant. « subordonnée la délivrance du courant, et c'est d'autre part le défaut de conformité. Ét dans c NOS 34

processus, le rôle du CONSCED d'est tout de meme qu'un rôle de constatation, d'attestation, dans processus, le rôle du CONSCED d'est tout de meme qu'un rôle de constatation, d'attestation, dans processus, le rôle du CONSUEL, il y a de très nombre de constatation, d'attestation, dans professionnels privés qui, sous diverses formes con professionnels privés qui professionnels qui professionnels privés qui professionnels privés qui p processus, hésitons a von l'un de ces « pouvoirs d'autorité » dont parlait M. le premier président lequel nous hésitons d'autant plus qu'en dehors de CONSUEL, il y a de très nombreux schmelck. Schmelck ou professionnels privés qui, sous diverses formes sont agréés ou habilités qu'ils détions que l'administration exige ou prend en con agréés ou habilités en le constatation, d'attestation, dans jequel nous hesitons d'addant plus qu'en dehors de CONSUEL, il y a de très nombreux schmelck. Nous hesitons que l'administration exige ou prend en considération et dont il excessif de dire qu'ils détiennent des prérogatives de puis le considération et dont il Schmelch ou professionnels prives qui, sous diverses formes sont agréés ou habilités nombreux organismes attestations que l'administration exige ou prend en considération et dont il serait délivrer des attestations que l'électricité cf. le décret du 14 nov. 1962 relatif à l'électricité cf. le décret du 14 nov. 1962 relatif à l'électricité cf. le decret du 14 nov. organisme des attestations que l'administration exige ou prend en considération de habilités pour délivrer des attestations que l'administration exige ou prend en considération et dont il serait délivrer des courants el publique (pour rester lans le domaine de l'électricité cf. le décret du 14 nov. 1962 relatif à la protection des travailles des courants électrices de la protection des travailles des courants électrices de la protection des travailles de l'électrices d délivrer de l'électricité cf. le décret du 14 nov. 1962 relatif à la protection des travailles dans le démaine de l'électricité cf. le décret du 14 nov. 1962 relatif à la protection des travailles dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques — notamment l'autres les établissements du décret du 14 décembre 1972 montre bien d'ailleurs — notamment l'autres de le courants dans les établissements qui include le courants électriques — notamment l'art. 54).

L'application du décret du 14 décembre 1972 montre bien d'ailleurs cette difficulté. Le problème de L'application de conformité, sans laquelle il no pour l'est pas pour l'installate. L'application du decret du l'art. 54).

L'application du decret du l'art. 54). L'application de conformité, sans laquelle il ne l'est pas pour l'installateur, qui pourtant rédige l'attestation de conformité, sans laquelle il ne peut y avoir mise sous tension. Est-ce qu'une attestation sur soi-même ou sur son travail a moins de titres à être une présente de proposition priest pas pour l'installateur, qui pour qu'une attestation sur soi-même ou sur son travail a moins de titres à être une présente proposition priest pas pour l'installateur, qui pour qu'une attestation sur soi-même ou sur son travail a moins de titres à être une présente proposition priest pas pour l'installateur, qui priest pas pour l' pour faction sur soi-même ou sur son travail a moins de titres à être une prérogative que parce qu'une attestation sur le travail d'un autre. L'explication n'est pas entièrement convaire que * pour qu'une attestation sur le travail d'un autre. L'explication n'est pas entièrement convaincante. Nous l'attestation pas dire pour autant qu'en aucun cas des organismes de contrôle comme convaincante. Nous parce l'attestation sur le travair du de la control de la n'entendons pas dire pour la deun cas des organismes de contrôle comme CONSUEL n'exercent de prérogatives de puissance publique. Par exemple, le rôle tenu dans la procédure de l'administration et qui sur de l'administ n'exercent de prerogative de navigabilité des aéronefs par le Bureau Véritas, qui est très étroitement délivrance des certificats de navigabilité des aéronefs par le Bureau Véritas, qui est très étroitement délivrance des certificats de proponeer le cur des bases juridiques peut-être fragiles. délivrance des certification et qui, sur des bases juridiques peut-être fragiles, s'est même *associé à l'activité de l'act vu reconnaître le pouvoir de d'attestation de ces certificats, va quelque peu au-delà d'un simple rôle de constatation et d'attestation, et participe à un pouvoir de décision : c'est d'un simple loit de décision : c'est d'ailleurs ce qui a conduit le tribunal administratif de Toulouse, par un jugement du 12 mars 1981 d'ailleurs ce qui a control d'Etat, saisi en appel, aura à se prononcer, à admettre la compétence de la sur lequel le Conseil d'Etat, saisi en appel, aura à se prononcer, à admettre la compétence de la sur lequel de la compétence de la sur lequel le Conseil d'Etat, saisi en appel, aura à se prononcer, à admettre la compétence de la sur lequel de la compétence de la sur lequel de la compétence de la sur lequel de la compétence d sur lequel le Conseil de la compétence de la sur lequel le Conseil de la compétence de la juridiction administrative pour connaître d'une action en responsabilité dirigée contre le Bureau juridiction. Le cas dont vous être cointre le Bureau juridiction admitted par le l'esponsabilité dirigée contre le Bureau Véritas (T.A. de Toulouse, 12 mars 1981, Société Uni Air). Le cas dont vous êtes saisis aujourd'hui Véritas (121. de cas dont vous êtes saisis aujourd'hui nous paraît beaucoup plus simple, et nous pensons que le CONSUEL — dont l'agrément ne * nous paratt de la consultation d'aucun monopole, et sur lequel ne pèsent pas d'autres sujétions que celles s'accompagnent normalement un pouvoir d'agrément — no détient « s'accompagnent normalement un pouvoir d'agrément — ne détient pas de prérogatives de «puissance publique.

V. — Cependant, Messieurs, c'est, à titre principal, par un autre raisonnement que nous vous proposerons d'admettre la compétence des tribunaux judiciaires. Il nous semble, en effet, que proposerone a proposerone de la color de la salution Nova que d'un service public industriel et commercial, et que ceci emporte la solution. Non que nous pensions, comme cela a été parfois avancé (cf. cependant l'excellente étude consacrée à l'arrêt Bernardi par nos collègues MM. Dutheillet de Lamothe et Robineau à l'A.J.D.A. de janvier 1979, p. 22) que la jurisprudence Bernardi ne vaut que dans les cas où le service public a un caractère administratif et que, dès lors, une action en responsabilité dirigée contre une personne privée gérant un service public à caractère industriel et commercial relève nécessairement de la compétence judiciaire. La vérité nous paraît un peu différente. Le juge administratif peut connaître d'actions en responsabilité dirigées contre des personnes privées gérant un service public et disposant à ce titre de prérogatives de puissance « publique ; il peut aussi connaître, dans certains cas, d'actions en responsabilité émanant de tiers et relatives au fonctionnement d'un service public industriel et commercial ; dès lors rien ne saurait « justifier que la combinaison de ces deux possibilités — qui ne s'excluent pas l'une l'autre, puisque « même si la chose est peu fréquente, la personne gérant un service industriel et commercial peut «disposer de prérogatives de puissance publique (23 déc. 1970, E.D.F. c/ Farsat, préc.) débouche sur «une impossibilité. Mais, bien évidemment, cette compétence éventuelle du juge administratif aura «les limites qui lui sont assignées par la théorie générale des services publics industriels et *commerciaux : notamment, elle ne vaudra pas pour les actions émanant des usagers de ces services. Or, c'est bien de cela croyons-nous, qu'il s'agit ici.

 En premier lieu, c'est bien le service industriel et commercial de la distribution de l'électricité qui est en cause. Il ne nous paraît pas possible en effet de distinguer de cette fonction de distribution une autre fonction, consistant à faire respecter les règles de sécurité et qui, elle, serait de nature administrative. L'on n'est pas en présence d'un pouvoir de police dont la distribution du courant ne serait qu'un champ d'application parmi d'autres, mais d'un dispositif spécialement conçu pour * assurer dans de bonnes conditions la distribution du courant. Parce que la distribution du courant est une activité porteuse de certains dangers et appelle des précautions adaptées, il est normalement dans la fonction du service public de distribution à veiller à ce que ces précautions soient prises ; il "n'y aurait rien que de très logique à ce que, même en l'absence de tout texte, E.D.F. surbordonnât la * mise sous tension d'une installation à la conformité de celle-ci aux normes de sécurité. Et il ne viendrait à l'idée de personne, si cette vérification était assurée directement et intégralement par «E.D.F. de mai de les usagers de ce *E.D.F., de voir là quelque chose sortant du cadre des relations entre E.D.F. et les usagers de ce *service industriel et commercial. Que, pour des raisons qui importent peu cette vérification soit *assumée non distinct au demeurant très lié à *assumée, non pas directement par E.D.F., mais par un organisme distinct, au demeurant très lié à E.D.F. pa per le cette vérification à E.D.F., ne nous paraît rien y changer. Le décret du 14 décembre 1972 qui confie cette vérification à des organismes distinct, au denteur de l'Etat pris en "des organismes tiers nous paraît d'ailleurs trouver sa base légale, dans le pouvoir qu'a l'Etat pris en tant que consé *tant que concédant d'organiser le service public de distribution d'électricité. En second lieu et * contrairement à ce qui est implicitement soutenu peu importe que l'action ne soit pas exercée dans * le cadre du contrairement soutenu peu importe que l'action ne soit pas exercée dans * le cadre du contraire de la c le cadre du contrat existant entre l'usager et le distributeur. La jurisprudence relative aux actions formées par les formées par les usagers d'un service industriel et commercial ne vaut pas seulement pour les actions de nature contra contra de nature de nature contra de natu *de nature contractuelle: elle vaut de la même façon pour l'usager titulaire d'un contrat

*d'abonnement et pour le « candidat usager » qui n'est pas encore dans une situation contractuelle « d'abonnement et pour le « candidat usager » qui n'est pas encore dans une situation contractuelle « d'abonnement et pour le « candidat usager » qui n'est pas encore dans une situation contractuelle « d'abonnement et pour le « candidat usager » qui n'est pas encore dans une situation contractuelle » d'abonnement et pour le « candidat usager » qui n'est pas encore dans une situation contractuelle » d'abonnement et pour le « candidat usager » qui n'est pas encore dans une situation contractuelle » d'abonnement et pour le « candidat usager » qui n'est pas encore dans une situation contractuelle » d'abonnement et pour le « candidat usager » qui n'est pas encore dans une situation contractuelle » d'abonnement et pour le « candidat usager » qui n'est pas encore dans une situation contractuelle » d'abonnement et pour le « candidat usager » qui n'est pas encore dans une situation contractuelle » d'abonnement et pour le « candidat usager » qui n'est pas encore dans une situation contractuelle » d'abonnement et pour le « candidat usager » qui n'est pas encore dans une situation contractuelle » d'abonnement et pour le « candidat usager » qui n'est pas encore dans une situation contractuelle » d'abonnement et pour le « candidat usager » qui n'est pas encore dans une situation contractuelle » d'abonnement et pour le « candidat usager » qui n'est pas encore dans une situation contractuelle » d'abonnement et pour le « candidat usager » qui n'est pas encore dans une situation contractuelle » d'abonnement et pour le « candidat usager » qui n'est pas encore dans une situation contractuelle » d'abonnement et pour le « candidat usager » qui n'est pas encore dans une situation contractuelle » d'abonnement et pour le « candidat usager » qui n'est pas encore dans une situation contractuelle » qui n'est pas encore de la candidat usager » qui n'est pas encore de la candidat usager » qui n'est pas encore dans encore de la candidat usager

*(C.E., 21 avr. 1961, Mme Agnesi, p. 253). d'abonnement et pour le « Cancolle de Cancolle de Cancolle d'abonnement et pour le « Cancolle d'abonnement et pour le cancol d'abonnement 1961, Mme Agric aux actions dirigées contre qui gere le service industrie (C.E., 21 avr. 1961, Mme Agric aux actions dirigées contre les diverses diverses diverses diverses diverses aux commercial, mais s'applique aussi, le cas échéant, aux notions formées contre les diverses diverses aux commercial, mais s'applique aussi, le cas échéant, aux notions formées contre les diverses diverses aux commercial, mais s'applique aussi, le cas échéant, aux notions formées contre les diverses diverses aux commercial, mais s'applique aussi, le cas échéant, aux notions formées contre les diverses diverses aux commercial, mais s'applique aussi, le cas échéant, aux notions formées contre les diverses aux de commercial, mais s'applique aussi, le cas échéant, aux notions formées contre les diverses aux de commercial, mais s'applique aussi, le cas échéant, aux notions formées contre les diverses aux de commercial, mais s'applique aussi, le cas échéant, aux notions formées contre les diverses aux de commercial, mais s'applique aussi, le cas échéant, aux notions formées contre les diverses aux de commercial, mais s'applique aussi, le cas échéant, aux notions formées contre les diverses aux de commercial, mais s'applique aussi, le cas échéant, aux notions formées contre les diverses aux de commercial, mais s'applique aussi, le cas échéant, aux notions formées contre les diverses aux de commercial, mais s'applique aussi, le cas échéant, aux notions formées contre les diverses aux de commercial, mais s'applique aussi, le cas échéant, aux notions formées contre les diverses aux de commercial, mais s'applique aussi, le cas échéant, aux notions formées contre les diverses aux de commercial, mais s'applique aussi, le cas échéant, aux notions de commercial, mais s'applique aussi, le cas échéant, aux notions de commercial, mais s'applique aussi, le cas échéant, aux notions de commercial, aux noti

* C.E., 21 a le n'est pas l'interest pas l'interest

ersonnes participant à l'Orgersonnes participant à l'Orger

* p. 39).

En l'espèce, l'action dirigée contre le CONSUEL est, comme nous l'avons dit, indissociable de l'exploitation de l'exploitation de l'électricité. Dès lors, l'action engagée contre le CONSUEL est, comme nous l'avons dit, indissociable de l'exploitation de l'exploitation de l'électricité. Dès lors, l'action engagée contre le CONSUEL est, comme nous l'avons dit, indissociable de l'exploitation de l'exploitation de l'électricité. Dès lors, l'action engagée contre le CONSUEL est, comme nous l'avons dit, indissociable de l'exploitation de l'e En l'espèce, l'action du CONSUEL est, comme le constitute de l'exploitation de l'électricité. Dès lors, l'action engagée contre le CONSUEL est. D.F. Mais la fonction du CONSUEL est commercial, ne peut relever que des tribune estre public de distribution de l'électricité de commercial, ne peut relever que des tribune le commercial est

* service public de des tribunaux de ce service industrier de ce servic

« quelque sorte « prioritaire » ; mais nous ne de la jurisprudence Bernardi « d'une rédaction qui, en prenant également parti sur tel ou tel des autres points soulent d'une rédaction qui, en prenant à lever certaines des ambiguïtés de la jurisprudence Bernardi

d'une rédaction qui, en prenant egales des ambiguïtés de la jurisprudence Bernardi,

Par ces motifs nous concluons:

Par ces motifs nous constitues pour control de l'ordre judiciaire sont compétentes pour control de l'ordre judiciaire sont contro * — à ce qu'il soit déclare que les jui luisses le Comité national pour la sécurité des usagers de l'action engagée par Mme Cailloux contre le Comité national pour la sécurité des usagers de * l'électricité (CONSUEL);

- à ce que la requête introduite par Mme Cailloux devant le tribunal administratif * — à ce que la requete musicalité de la construit de la const

« donné lieu, à l'exception du jugement du 19 mai 1981;

- à ce que le jugement du tribunal d'instance de Châlons-sur-Marne en date du 11 juin 1979 soit déclaré nul et non avenu et à ce que la cause et les parties soient renvoyées devant cette « juridiction ».